

DIMENSION DU "REDÉPLOIEMENT"

L'usage abusif du terme « redéploiement » aboutit trop souvent à draper d'une cohérence mythique le simple constat qu'on ne peut plus continuer. Pour aborder sérieusement le problème ainsi désigné, il faut se demander de quel « déploiement » on part et vers quoi l'on va. Trajectoire que l'on se doit de décrire dans ses multiples espaces de configuration : dans l'espace abstrait de la macroéconomie, dans l'espace de la division intersectorielle des branches, dans l'espace des formes d'organisation du travail, dans l'espace socio-économique interrégional et international.

En fait, ce qui pèse de façon déterminante sur le redéploiement des secteurs, c'est la crise du régime permanent d'accumulation qu'a connu la France, comme la plupart des grandes nations industrielles, depuis la seconde guerre mondiale. Il est admis, du moins par ceux des économistes qui n'imputent pas tout au « choc pétrolier » de 1974, que les prodromes de cette crise couvaient depuis le milieu des années 60. Or, cette date marque également un saut qualitatif dans l'ouverture du marché mondial, dans le « décloisonnement » des espaces productifs nationaux. Sans préjuger de l'importance relative de la crise autonome du régime d'accumulation et de l'internationalisation, il est évident que c'est en partant de l'articulation de ces deux « espaces », celui des sections dans la représentation abstraite de l'économie, celui du découpage national dans le système de la production et des échanges mondiaux, que l'on peut trouver les déterminants du redéploiement sectoriel. Il sera alors possible, ultérieurement, de cerner la logique du redéploiement régional des secteurs à partir de la problématique développée depuis 1974 au CEPREMAP, de la redéfinition du rapport salarial dont ils sont le siège, etc. Nous commencerons par un court exposé méthodologique.

I - APPROCHE METHODOLOGIQUE

Les grands macroéconomistes, des physiocrates à Keynes en passant par Marx, nous ont habitués à penser nos systèmes économiques comme des circuits.

Ce que nous rappelle avant tout une telle approche, c'est le lien profond, dans la reproduction d'une économie marchande — capitaliste — entre la production et la circulation des marchandises et des revenus. Il ne suffit pas, en effet, de produire, encore faut-il trouver acquéreur. Or, la demande est pré-structurée par les revenus distribués et les disponibilités monétaires engagées dès l'achat des conditions de la production. A son tour, la « réalisation » de la production en monnaie offre aux agents dirigeant les unités économiques la possibilité d'élargir leur production en réengageant leur chiffre d'affaires, donc de contribuer à la reformation de la demande, etc. (1). Naturellement, au temps de la production et de la circulation des marchandises s'articule une autre temporalité : celle du changement technique, lui-même effet de l'accumulation du capital, dans les conditions présentes du conflit entre les parties-prenantes à la production et à la distribution, salariés et capitalistes mais aussi d'autres classes sociales (rentiers, petits producteurs indépendants, etc.). La structure, « en valeur » et « en volume », de la demande et de l'offre, dépend donc à la fois des transformations des normes de production (capital par tête, gains de productivité) et des normes de distribution (répartition du surplus économique entre salaires, profits, rentes, etc.).

On appelle régime d'accumulation un mode de réallocation systématique du surplus garantissant sur une période prolongée une certaine adéquation entre les transformations des conditions de la production et les transformations des conditions de la consommation. Un tel régime d'accumulation se résume par la donnée d'un schéma de reproduction décrivant de période en période l'allocation du travail social et la répartition des produits entre les différentes sections de la production. Par sections, on entend une partition de l'ensemble productif considéré, partition adaptée au problème de la reproduction et de l'accumulation, abstraction faite de toute considération technique en termes de travail concret. La partition la plus simple est à deux sections :

I - Production des biens de production.

II - Production des biens de consommation.

Elle peut évidemment être raffinée en sous-sections (biens de production pour la section I, etc.). Mais elle restera distincte d'une toute autre partition de la production : celle en branches ou secteurs. Une branche se définit par un ensemble de processus de travail concrets, débouchant sur un ensemble de produits ayant une valeur d'usage en soi. A la limite, il y a autant de branches que de produits, mais les branches peuvent être regroupées selon des critères de similitude du procès de travail ou de l'utilité de leurs produits. Il y aura bien des branches par section et chaque branche peut produire pour plusieurs sections et sous-sections.

Pour finir sur ces précisions terminologiques, on appellera secteur l'ensemble des capitaux principalement investis dans une branche. Comme d'une part ce sont les gestionnaires de ces capitaux qui prennent les décisions concernant le destin des branches, et que d'autre part les données relatives aux branches sont fournies essentiellement par agrégation des comptes d'entreprises opérant dans ces branches, on assimilera souvent « branche » et « secteur ». En revanche, on distinguera toujours l'optique « sectionnelle » et l'optique « sectorielle ».

Un régime d'accumulation ne plane pas, désincarné, dans le monde éthéré des schémas de reproduction. Pour que tel ou tel schéma se réalise et se reproduise durablement, il faut que des formes institutionnelles, des procédures, des habitudes, agissent comme forces coercitives ou incitatives, conduisent les agents privés à se conformer à de tels schémas. Cet ensemble de formes est appelé mode de régulation (2). Un régime d'accumulation ne se satisfait pas, on va le voir, de n'importe quel mode de régulation. Les crises économiques, qui se présentent comme une inadéquation générale et manifeste de l'offre à la demande, peuvent en réalité manifester diverses conjonctures (3).

- Les « petites crises », qui ne font que sanctionner un désajustement latent tout en rétablissant l'unité du circuit : elles font partie du fonctionnement normal de la régulation (« crise dans la régulation »).
- Les « grandes crises », qui marquent une inadéquation du mode de régulation et du régime d'accumulation, soit qu'un nouveau régime se trouve entravé par des formes de régulation périmées (cas de la crise de 1930), soit que le régime d'accumulation lui-même ait épuisé ses possibilités dans le cadre du mode de régulation en vigueur (cas, vraisemblablement, de la crise actuelle).

Que la croissance se déroule conformément à la logique d'un régime d'accumulation, ou que celui-ci entre en crise, cela se traduit nécessairement dans la réalité concrète de la production et des marchés par un développement inégal entre les branches et, dans le cas des grandes crises, par un « redéploiement sectoriel ». Car tout régime d'accumulation se matérialise dans le développement quantitatif ou la transformation qualitative de certaines branches. Changer de régime implique donc la récession de certains marchés, donc de certaines branches, et le développement de nouveaux produits et procédés. L'analyse sectorielle du développement et de la crise s'articule donc indissolublement à une analyse sectorielle.

Enfin, l'ouverture des systèmes productifs nationaux au marché mondial, qui s'est considérablement accélérée après 1965, introduit une troisième dimension : l'internationalisation. On parlera de régimes autocentrés quand la cohérence sectionnelle est pour l'essentiel réalisée dans le cadre national. Précisons : « pour l'essentiel » signifie en fait qu'un système productif national conserve la capacité de fixer ses normes de production, c'est-à-dire qu'il continue à produire, ou à pouvoir produire, ses moyens de production les plus importants. On parlera en revanche d'« extraversion » quand un ensemble productif national sera régi par des normes de production dictées par des fournisseurs étrangers en biens de production.

L'internationalisation récente de la production peut s'interpréter comme une inadéquation croissante entre les espaces nationaux et l'espace où se réalise un schéma de reproduction cohérent. Les notions d'« auto-centrage » et d'« extraversion » gardent cependant leur pertinence, à condition de les définir comme il vient d'être dit, et non pas, comme on a tendance à le faire traditionnellement, en assimilant « autocentré » à « autarcique » et « extraverti » à « ouvert ».

Là encore, la dimension internationale a des implications sectorielles : qu'un pays se maintienne dans le « cœur » du système productif mondial, ou qu'il importe l'essentiel de ses biens de production, il le fera en se spécialisant dans certaines branches productives à usage interne et externe.

La méthode que nous allons suivre sera donc la suivante.

- Nous commencerons par préciser le régime d'accumulation et le mode de régulation caractéristiques de la croissance capitaliste d'après-guerre : l'accumulation intensive.
- Nous étudierons ensuite, sectionnellement et sectoriellement, l'histoire économique de la France pendant cette période.
- La dernière sous-période de la croissance se caractérisant par une ouverture au marché mondial et culminant avec l'ouverture de la crise en 1974, nous étudierons, sur la base des enseignements que livrent des comparaisons internationales, la nouvelle dimension qu'ouvre l'internationalisation aux problèmes de la « sortie de la crise » et du « redéploiement ».

Nous reviendrons alors brièvement sur la segmentation, régionale et statutaire, du marché de l'emploi.

II - L'ACCUMULATION INTENSIVE

On parle d'*accumulation extensive* quand les nouvelles capacités de production installées sont du même type que les anciennes, et d'*accumulation intensive* quand le développement des capacités productives s'accompagne d'une transformation des normes de production (mesurée notamment par une hausse de la productivité et du volume de capital fixe par tête). En réalité, l'accumulation est toujours à la fois extensive (si l'on veut : les investissements sont le plus souvent à la fois de capacité et de productivité). Cependant, la tendance séculaire du capitalisme est à l'affermissement progressif du caractère intensif de l'accumulation. Malgré les « pointes » intensives au XIX^e siècle, la productivité n'a augmenté en moyenne que de l'ordre de 2 % l'an jusqu'à la première guerre mondiale. Elle a connu une première et brutale accélération dans les années 20 (6 % l'an), interrompue par la crise de 1929. Puis, après la deuxième guerre mondiale, elle se fixe sur une tendance de l'ordre de 5,6 % l'an dans l'industrie française.

1 - Le fordisme

Le moteur de cette tendance est à rechercher dans l'organisation capitaliste du travail elle-même (4). Les premières manufactures se contentent de rassembler sous le même toit des artisans qui conservent le monopole du savoir-faire professionnel. Le développement du machinisme ne fait d'abord que prolonger par des moyens mécaniques le « coup de main » de l'ouvrier professionnel. Enfin, F.W. Taylor vint et lança les entrepreneurs et leurs « bureaux des méthodes » dans la détection et la systématisation du « meilleur geste » de leurs ouvriers (5). La standardisation, par l'organisation scientifique du travail, du geste professionnel, permettant à son tour une parcellisation totale des tâches confiées à des ouvriers déqualifiés, est l'aboutissement de ce vaste mouvement d'appropriation du savoir-faire ouvrier par les entrepreneurs. L'incorporation de ce savoir-faire au système de machines, dont la robotique constitue l'ultime étape, parachève dans le « fordisme » le mouvement tayloriste. La branche *automobile* constitue le plus bel exemple de ce type d'évolution (6).

Cette petite fresque peut sembler simpliste. Le « progrès technique » ne se réduit certes pas au couple « systématisation du geste ouvrier / incorporation à la machine » (7). Cependant, outre que ce mécanisme correspond à la théorisation de leur propre pratique par les intéressés eux-mêmes, Taylor, Ford, il semble bien qu'il soit toujours à l'œuvre dans le développement d'une des branches sur lesquelles porte la présente étude : la *machine-outil*.

Le geste de l'artisan sur son établi se prolonge d'abord dans le geste de l'ouvrier sur une machine universelle. L'identification du « one best way » permet de remplacer ce couple « OP/machine universelle » par un couple « OS/machine spéciale », la construction de la machine spéciale étant d'abord l'affaire des ateliers d'outillage de la branche considérée. Puis la production de machines « incorporant le savoir-faire » se développe de façon autonome : c'est la branche des machines-outils. Plus le taylorisme et le fordisme, dans un ensemble productif national, auront correspondu à une véritable appropriation par les industriels du « métier » de leurs ouvriers, mieux ces industriels seront capables de préciser leur besoin à leur fournisseur en machines-outils. *La machine-outil d'un pays est à l'image de la qualification et du degré de systématisation du savoir-faire dans les industries qui lui servent de débouché.* Nous aurons l'occasion d'en reparler.

2 - La dimension sectionnelle

Reste que le fordisme ne saurait se cantonner aux bouleversements du procès de travail : il doit aussi bouleverser le mode de consommation (8). Se pose en effet la question fort classique en économie politique : où la production sans cesse accrue par l'accumulation intensive va-t-elle trouver des débouchés ? Cette question est évidemment liée à celle de l'emploi, car les entrepreneurs cesseraient de faire produire ce qu'ils n'arriveraient pas à vendre. Les réponses, non moins classiques, étaient les suivantes :

- Dans l'élargissement du marché à l'extérieur du pays. L'idée se trouve déjà chez Adam Smith.
- A l'intérieur même de l'espace productif national.

Cette seconde solution, débattue entre les marxistes du début de ce siècle, est elle-même ambiguë. Entend-on par là que l'accroissement du parc des machines, à demande finale constante en volume, suffit à assurer des débouchés pour une productivité croissante ? C'est théoriquement concevable : on peut appeler un tel régime d'accumulation « âge de fer ». Il semble que ce schéma corresponde d'assez près à la réalité, stylisée, des poussées d'accumulation intensive avant 1914.... et dans les années 1930-1960 en URSS. Mais un tel schéma se heurte à des limites (9). Ou bien la section I croît assez vite pour absorber le supplément de sa propre production, mais on montre alors qu'un tel schéma s'accompagne d'une baisse générale du taux de profit. Ou bien les gains de productivité, y compris dans la sous-section de la « production de biens de production pour la section I », sont tels que l'extension du volume des biens de production ne s'accompagne pas d'une extension correspondante des débouchés en valeur. Alors, le taux de profit général théorique ne tend pas à décroître... mais la production n'est pas réalisée, les nouvelles capacités productives ne trouvent pas de débouché. Il semble que ce fut le cas lors de la crise de 1929.

Le véritable « régime d'accumulation intensive » qui se mit en place après 1945 dans les grands pays industriels obéit donc à une logique toute différente : c'est l'accroissement des débouchés dans la section II

qui valide socialement l'effort d'équipement dans cette section, lequel effort fournit les débouchés à l'accroissement de la production de la section I. A la limite, on peut imaginer un « âge d'or » tel que :

- la productivité apparente du travail et le capital par tête croissent au même rythme dans les deux sections ;
- la consommation (en volume) des salariés croît au même rythme que la productivité.

La première condition garantit la stabilité du taux de profit général théorique, la seconde l'adéquation entre croissance de la production et croissance des débouchés.

Nous verrons, dans le cas de la France, que la réalisation concrète d'un régime d'accumulation intensive fut quelque peu différente. Mais arrêtons-nous d'abord sur trois points : le mode de régulation afférent à un tel régime, sa dimension sectorielle et sa dimension internationale.

3 - Transformation du rapport salarial

Il est clair tout d'abord qu'un tel régime exige une transformation importante de la condition salariée, tant du point de vue du mode de vie que du rapport salarial lui-même (10). A l'époque où le capitalisme n'était pas encore hégémonique (jusqu'en 1845), le salaire tendait à évoluer avec l'offre et la demande de travail s'écroulait dans les périodes de mauvaise récolte alors que le coût de la vie s'envolait. Puis se stabilisa une certaine norme de consommation ouvrière comprenant une part relativement faible de produits manufacturés. Peu à peu, le mouvement du salaire se coupla, de plus en plus explicitement, au coût de la vie, de telle sorte que le pouvoir d'achat ouvrier se maintint ou crût faiblement pendant la première moitié du XX^e siècle. A partir de 1950, non seulement tend à s'établir un « revenu minimum garanti » (en termes réels), mais peu à peu s'établit, d'abord implicitement, puis explicitement dans les « contrats de progrès », un couplage entre hausse du salaire réel et croissance de la productivité. De plus, l'extension du « salaire indirect » (sécurité sociale, allocation chômage et autres transferts sociaux) permet de découpler partiellement l'existence du revenu salarié de l'embauche effective du salarié. De telles formes institutionnelles de la régulation salariale permettent, évidemment, de prégarantir une croissance de la demande finale à la mesure de la croissance de la production industrielle. Elles sont à l'origine de la remarquable stabilité de la croissance dans les pays de l'OCDE jusqu'à la crise ouverte en 1973 (11).

Remarquons en passant que cette discussion a de très importantes implications en ce qui concerne l'emploi. L'accumulation intensive éliminant par définition des emplois dans la section II à demande finale constante, il est courant de chercher à se rassurer en invoquant la création d'emplois correspondante dans la section I. Il faut des ouvriers pour construire le métier Jacquart... Malheureusement, si la section I créait autant d'emplois qu'elle en supprime dans la section II, on ne voit pas quelle économie résulterait du changement technique. En réalité, seule la croissance des débouchés de la section II peut éponger les gains de productivité, et, depuis 1945, cela signifie essentiellement la croissance

du pouvoir d'achat des salariés (sauf à conquérir des parts de marchés dans les autres pays : nous y reviendrons). Encore cela ne suffit-il pas. Malgré la fragilité des séries chronologiques, il a été possible d'établir que l'activité totale (c'est-à-dire le total des effectifs multiplié par le nombre annuel d'heures travaillées) des ouvriers français, dans l'industrie, n'avait fait que rejoindre, en 1973 (point culminant de l'emploi ouvrier) le niveau de 1955, date à laquelle avait été rattrapé le niveau de 1928, lui-même peu différent de celui du début du siècle. C'est la *réduction massive du temps de travail* qui a donc permis l'extension de l'emploi industriel (12). A moins d'imposer un arrêt brutal des gains de productivité, emploi, croissance du niveau de vie et réduction du temps de travail sont indissolublement liés. A une réserve près : la possibilité de conquérir des débouchés croissants sur un marché mondial actuellement stagnant. Ce qui suppose à tout le moins une politique sociale plus brutale qu'à l'étranger, et risque d'entraîner de graves effets pervers si chacun cherche à en faire autant... Nous allons y revenir, mais d'abord un mot de la dimension sectorielle.

4 - Dimension sectorielle

Les phases précédentes de l'accumulation avaient vu le triomphe, dans la section I, d'une certaine « industrie lourde » (la sidérurgie, puis la chimie), et dans la section II, des secteurs (relativement restreints) produisant pour une demande finale que sa précarité cantonnait aux biens de consommation fongibles : produits de l'agriculture, habillement, cuirs et textile. Les principales transformations introduites par le fordisme consistent en l'extension ininterrompue des biens d'équipements professionnels d'un côté (machines, etc.) et d'autre part des biens de consommation durables : le logement d'une part, les biens manufacturés de l'autre (automobile, électro-ménager). A quoi il conviendrait d'ajouter l'explosion des emplois tertiaires, hors du champ de la présente étude (13).

Mais ici s'opposent deux logiques sectorielles différentes. D'une part, des secteurs (tel le bâtiment) dont la croissance est liée à celle de la demande solvable, comme *sous-produit* du régime d'accumulation intensive, mais sans que la production soit elle-même propulsée par le développement du fordisme : nous parlerons de *logique exogène*. D'autre part, des secteurs (électro-ménager, automobile) dont la transformation des conditions de production et l'extension des débouchés apparaissent inséparablement constituées du régime d'accumulation intensive, dans le cadre du fordisme : nous parlerons de *logique endogène*.

Il est donc tout à fait légitime que, dans la nomenclature INSEE d'agrégation en 11 secteurs, les biens de consommation durables manufacturés aient été regroupés avec les biens d'équipement professionnels en un secteur unique dit des « biens d'équipement ». Ce secteur regroupe l'ensemble des branches conjointement bouleversées par le fordisme et connaissant une expansion conjointe dans le cadre du régime d'accumulation intensive. Il s'oppose aux « industries de consommation traditionnelles » et aux « industries de biens intermédiaires » (qui sont pour l'essentiel des « industries de process »), comme d'ailleurs au bâtiment (14).

La différence entre la logique des industries d'équipement (dont le plus bel exemple est l'automobile) et la logique « exogène » du bâtiment apparaîtra très bien sur l'exemple français. Mais, auparavant, quelques mots sur la dimension internationale.

5 - Dimension internationale

Quand nous avons opposé « débouchés internes » et « débouchés externes », nous avons assimilé « l'intérieur » à l'intérieur du pays, alors qu'en fait il serait plus juste de parler de l'intérieur de l'espace économique régi par un régime d'accumulation cohérent. Or, en 1945, le « temps du monde fini » est commencé depuis longtemps, du moins en ce qui concerne l'OCDE et sa zone d'influence, ensemble que par convention nous appelons « monde capitaliste » (15). « L'extérieur » se réduit aux pays de l'Est, réalité non négligeable mais toute de même marginale dans le commerce des pays capitalistes. Globalement, le marché est « à l'intérieur » du système capitaliste mondial. Cependant, chaque espace national couvre une fraction qualitativement différente de ce système mondial, selon deux paramètres :

- Les sections I et II de l'espace national peuvent être plus ou moins autarciques. A une limite, la production nationale réalise un régime d'accumulation autonome ; à l'autre, tout ce qui est produit est vendu à l'extérieur, tout ce qui est consommé est acheté.
- Pour autant que l'espace national est ouvert sur le schéma d'accumulation mondial, il peut être plus ou moins spécialisé dans la section I ou la section II. A une limite, le pays vend des biens d'équipements pour acheter ses biens de consommation ; à l'autre limite, c'est l'inverse.

L'ouverture des espaces économiques nationaux apporte ainsi une nouvelle contrainte, donc de nouvelles sources de contradictions. Apparemment, un degré de liberté supplémentaire est apporté : un système productif national peut choisir de chercher ses débouchés dans l'espace national, ou à l'extérieur. Mais, « à l'extérieur », cela signifie la conquête de parts du marché mondial. D'où la recherche d'une plus forte compétitivité. La tentation est évidemment de baisser les coûts de production en diminuant la consommation intérieure. Donc en comprimant le marché intérieur. Avec deux conséquences négatives :

— La demande finale du monde capitaliste n'étant que la somme des marchés finaux intérieurs, le « régime d'accumulation intensive mondiale » peut être mis en crise si toutes les économies nationales pratiquent la même politique. D'où les tentatives d'une « régulation mondiale », certaines « grosses économies » se voyant assigner le rôle de « locomotives ».

— Les gains de productivité étant liés à la croissance du marché, il faut que chaque pays qui se lance dans une telle stratégie s'assure que l'extension extérieure compensera au moins le « manque à s'étendre » dû au ralentissement de la croissance interne.

D'ores et déjà, il apparaît que les enchaînements à la mode du type :
austérité —> compétitivité —> profits à l'exportation

sont sujets à caution. Outre que de tels raisonnements ne sont pas valables pour l'ensemble des pays, ils sont peu sûrs pour chaque pays.

Quant aux conséquences du côté de l'emploi, la suite des enchaînements à la mode :

profits —> investissements —> emplois

est tout aussi contestable. Car les profits ne se transforment en investissements que pour une demande croissante : une certaine austérité peut enclencher une spirale récessive, « prékeynésienne », faute d' « occasion d'investir » (16). Quand ils se transformeraient en investissements, rien n'assure qu'ils créeraient des emplois (car le but recherché, conformément à la phase initiale de l'enchaînement, est un gain de productivité) (17), et surtout rien n'assure que les emplois créés le seraient... dans le pays intéressé.

En revanche, l'autre « degré de liberté » virtuellement introduit par l'internationalisation (se spécialiser plus ou moins dans telle section) n'est pas soumis aux mêmes contraintes. Naturellement, il reste soumis à la contrainte de concurrence : il n'y a pas de place pour tout le monde. C'est donc ici, purement et simplement, une affaire de volonté et de moyens d'une politique industrielle. Surtout, il reste soumis à une autre contrainte : celle qu'impose, au sein du procès de travail, la maîtrise des normes de production. Même pour se spécialiser dans des exportations dans la section II, il faut disposer de biens d'équipement « up-to-date »... ou alors travailler avec des techniques plus banales, mais en disposant d'une main-d'œuvre à très bas prix de revient.

Tout ceci devra être testé sur « économies réelles » : c'est ce que nous ferons dans ce qui suit. Mais, évidemment, dès l'instant que l'on parle de concurrence, il faudra passer au sectoriel : car on ne se spécialise pas dans une section ou sous-section pour affronter la concurrence. On se spécialise dans une branche : dans les machines-outils, l'automobile, etc. C'est le résultat des choix et de la concurrence dans les secteurs qui déterminera la place d'un pays dans l'espace sectionnel.

Or, il se trouve que l'articulation de la dimension internationale et de la dimension sectorielle — qui découpe les secteurs en « secteurs abrités » et secteurs « exposés » à la concurrence internationale — recoupe assez exactement l'articulation sectionnelle-sectorielle et le découpage « logique exogène » (bâtiment) / « logique endogène » (automobile). L'essentiel de l'analyse pourra donc porter sur les secteurs « exposés-endogènes ». Il reste que la possibilité de développer ou non les secteurs « à logique exogène » dépendra du pouvoir d'achat global concédé au marché intérieur.